

Alain Madelin : « Je crois au grand réveil des provinces françaises »



Photo BEP / Ouest-France

Alain Madelin : « Rassembler ».

la cohésion de celle-ci après l'élection ?

► Sous la Ve République, l'élection présidentielle est une élection de choix. Il y a toujours eu de nombreux candidats. Pour ce qui me concerne, je ne me présente pas pour faire de la figuration ou pour simplement témoigner, mais pour rassembler une majorité de Français au second tour. Ma candidature ne se justifierait peut-être pas si quelqu'un d'autre était porteur des mêmes valeurs que moi. Mais je constate qu'il n'en est rien. ●
Recueillis par Jacques PATOZ

Le candidat libéral à l'élection présidentielle est aujourd'hui et demain dans le Gard et dans l'Hérault. Après Nîmes, où il inaugurera les locaux de son comité de soutien, il se rendra à Béziers et à Nîmes. Jeudi soir à 19 h 30, il prononcera un discours à l'occasion d'un meeting organisé sous chapiteau à Palavas-les-Flots.

● **Midi Libre :** Vous avez annoncé que vous disposez des 500 parrainages nécessaires à votre candidature. Votre venue en Languedoc-Roussillon est donc le lancement de votre campagne ?

► **Alain Madelin :** J'ai exprimé mon intention d'être candidat à l'élection présidentielle pour défendre un projet réformateur moderne autour de quatre révolutions que je crois indispensables : révolution fiscale, révolution de l'Etat, révolution de l'éducation, révolution régionale. Je fais campagne sur le terrain. C'est ainsi que je suis heureux de venir en Languedoc-Roussillon, où je retrouverai, parmi d'autres,

mes amis Jacques Blanc, François Calvet, Max Roustan et Raymond Couderc, pour défendre plus particulièrement l'idée d'une révolution régionale.

● **Jusqu'où voulez-vous aller dans le domaine de la régionalisation ?**

► Je crois au grand réveil des provinces françaises. Je souhaite l'instauration d'un Etat moderne, c'est-à-dire un Etat qui transfère aux régions toute une série de pouvoirs jusqu'à présent exercés par la technocratie parisienne. Tous les pays autour de nous ont évolué ainsi, même ceux qui avaient une forte tradition centralisatrice. Je souhaite donc la dévolution de compétences

dans le domaine de l'éducation, de l'urbanisme, du logement, de l'environnement, de l'économie. Cette liste n'est pas limitative. Cela devra être accompagné d'une réforme fiscale afin que les régions disposent des moyens de leur action et d'une réforme constitutionnelle afin qu'elles puissent adapter la législation à la réalité locale. Tout cela évidemment doit se faire dans le cadre d'une loi définissant les principes au plan national. C'est parce que je crois à la régionalisation que j'ai approuvé le projet sur la Corse. Même s'il est trop timide, il met le pied dans la porte. Je suis convaincu que rien ne sera plus comme avant et que la France sera forcée, à son tour, d'entreprendre sa révolution régionale.

● **On a un peu l'impression d'un trop plein de candidatures à droite. N'y a-t-il pas un risque pour**